

## L'ouverture économique de l'Algérie à travers les investissements directs étrangers

### Economic openness of Algeria through foreign direct investment

DERBAL Abdelkader<sup>1\*</sup>, MEZILI Imad<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Professeur, Laboratoire–LAMEOR, Université d'Oran 2, (Algérie), [derbalaek@yahoo.fr](mailto:derbalaek@yahoo.fr)

<sup>2</sup> Doctorant, Laboratoire–LAMEOR, Université d'Oran 2, (Algérie), [mezili.imad@univ-oran.dz](mailto:mezili.imad@univ-oran.dz)

Submitted on: 27/02/2017

Revised on: 28/02/2017

Published on: 31/12/2017.

#### Résumé:

Dans ce papier, nous abordons l'une des thématiques clé au sein de l'économie Algérienne, à savoir le développement économique et la relation qui subsiste entre l'ouverture commerciale et l'avènement des investissements directs étrangers (IDE) ; l'objet étant, de mettre le point sur l'identification des canaux de transmission à travers lesquels l'ouverture affecte la croissance économique afin de promouvoir le développement économique de l'Algérie .

Cette ouverture qui se présente comme une solution pour la création d'un environnement plus propice à l'investissement et une solution pour un développement durable. Notre objectif est donc de montrer comment les nouvelles mesures et politiques d'ouverture menées par l'Algérie, ont été un élément moteur de sa croissance

Cet article s'articule autour de deux sections. Dans la première, nous proposons un balayage des différentes politiques d'ouverture de l'économie comme le point de départ de notre analyse. Dans la seconde section, nous citerons les tendances des investissements directs étrangers en Algérie.

**Mots clés :** Economie Algérienne, Ouverture commerciale, IDE, Développement économique.

**Classification JEL :** F43, F63, F21, P33.?

#### Abstract:

In this paper, we address one of the key themes within the Algerian economy, namely economic development and the relationship that remains between trade openness and the advent of foreign direct investment (FDI); the object being, to focus on the identification of transmission channels through which openness affects economic growth in order to promote the economic development of Algeria.

This openness which is presented as a solution for the creation of an environment more conducive to investment and a solution for sustainable development. Our objective is therefore to show how the new measures and policies of openness led by Algeria, were a driving force of its growth.

This article is organized around two sections. In the first, we propose a sweep of the different policies of opening up the economy as the starting point of our analysis. In the second section, we will cite the trends of foreign direct investment in Algeria.

**Keywords :** Algerian economy, Commercial opening, FDI, Economic development.

**JEL codes :** F43, F63, F21, P33.?

---

\* Corresponding author.

## INTRODUCTION :

L'un des aspects par lequel se manifeste la mondialisation est la mobilité internationale des firmes et des facteurs de production mise en œuvre dans un contexte international. Ainsi, la mondialisation a accéléré la liberté de localisation des firmes dans un espace mondial. Les ressources qui auparavant étaient nationales deviennent internationalement mobiles. De plus, les économies nationales sont de plus en plus interdépendantes et représentent les territoires de la mondialisation.

L'événement le plus marquant des deux dernières décennies est certainement la part de plus en plus importante prise par les IDE à destination des pays en développement, alors qu'ils représentaient à peine un cinquième du total des flux en 1990. D'après le rapport sur l'investissement dans le monde 2011 du CNUCED, récemment les pays en développement et les pays en transition ont ensemble attiré plus de la moitié des entrées mondiales d'IDE. Ces pays restent les destinations principales pour les investissements étrangers. Désormais, les pays se font une concurrence acharnée dans l'objectif d'attirer le plus d'IDE

L'ouverture commerciale permet l'intensification de la concurrence ce qui peut constituer un catalyseur de la croissance des économies. A l'échelle macroéconomique, elle **permet** une meilleure allocation globale des ressources. Et à l'échelle microéconomique, cette concurrence peut aider à la recherche de gains de productivité, à améliorer l'adaptation à la demande et dans certains cas à accélérer le rythme de l'innovation

le débat reste ouvert quant à l'identification des canaux de transmission à travers lesquels l'ouverture affecte la croissance économique. Des études récentes ont montré que le lien positif entre l'ouverture notamment les IDE et la croissance économique. Cette ouverture s'est présentée comme une solution pour la création d'un environnement plus propice à l'investissement et une solution pour un développement durable.

Entre 1967 et 1980, l'Algérie est un pays mono exportateur, a suivis une stratégie de développement socialiste planifiée, en ce moment là l'Algérie a connu une croissance économique soutenue à la suite d'une disponibilité des ressources financières entraînée par la hausse du prix des hydrocarbures a permis à l'Etat un recours aisé à l'endettement. La chute des prix du pétrole au milieu des années 1980 conjuguée à un fort endettement, ont causé le bouleversement qui a entraîné le pays dans une situation problématique, caractérisée par un déficit budgétaire important et des fermetures massives d'entreprises dégradant les conditions socioéconomiques. Fin des années 1980 et début 1990, l'Algérie a vécu des circonstances dramatiques, qui ont figé la situation et ralenti le processus de modernisation, au moment où, d'autres régions du monde, telles que l'Extrême-Orient, l'Amérique Latine, l'Europe de l'Est et l'Inde réussissaient leur processus d'introduction dans la mondialisation. Depuis la fin 1990, l'Algérie s'attache à lancer une nouvelle logique économique (l'économie de marché)

(Benabdellah, 1999) Avec un processus de désindustrialisation suivi d'une crise de la dette extérieure qui a étranglé l'économie algérienne entre 1988 et 1998. Des programmes de stabilisation, de rééchelonnement de la dette, suivis en dernier recours par des programmes d'ajustement sont menés en accord avec les institutions financières internationales.

Dans la même période, l'Algérie s'attache à lancer une nouvelle logique économique : l'économie de marché est devenue la référence audacieuse à laquelle l'Algérie adhère. Des réformes sont entreprises, tant sur le plan économique et social qu'institutionnel, qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie dans la perspective d'améliorer les performances en termes de croissance du PIB, de développement du secteur privé et d'accroissement des flux entrants d'IDE. Le processus de réadaptation de l'économie algérienne aux mécanismes de marché depuis quelques années a permis à la catégorie économique qu'est l'investissement de retrouver son rôle de vecteur de croissance

Notre objectif est donc de montrer comment les nouvelles mesures et politiques d'ouverture menées par l'Algérie, ont été un élément moteur de sa croissance

Cet article s'articule autour de deux sections. Dans la première section, nous proposons un balayage des différentes politiques d'ouverture de l'économie comme le point de départ de notre analyse. Dans la seconde section, nous citerons les tendances des investissements directs étrangers en Algérie

## **I. Les politiques d'ouverture de l'économie algérienne :**

Le plan d'ajustement dicte des recommandations pour l'ajustement de l'économie du pays endetté, c'est-à-dire remettre de l'ordre dans les déficits publics et commerciaux (à travers la diminution des dépenses publiques pour maîtriser le déficit budgétaire, par la diminution des importations et l'augmentation des exportations pour maîtriser le déficit commercial ainsi qu'une lutte contre l'inflation.

### **I.1 Le programme d'ajustement structurel 1994-1998 :**

L'économie algérienne était totalement paralysée par la dette, des négociations sont entamées par le gouvernement algérien avec les prêteurs pour accorder des délais de paiement. Le premier rééchelonnement avec le Club de Paris a été conclu, fin mai 1994, suite à un accord "stand by" d'une année avec le Fonds Monétaire International. 4,4 milliards de dollars de dette sont restructurés sur une période de 16 ans, dont 4 ans de grâce. Le paiement du service de la dette, au titre des montants rééchelonnés, ne reprendra donc qu'en mai 1998.

L'Algérie se présentera une seconde fois devant le Club de Paris un an après la première fois aisément en juillet 1995, et pour la première fois devant celui de Londres, pour un accord rééchelonnement de sa dette. Ce dernier ne sera finalisé qu'en juin 1996. Les montants consolidés, au titre des deux accords sont respectivement de 7 et 3,2 milliards de dollars, est donc un total de 14 milliards de dollars qui a fait l'objet de rééchelonnement (Benabdellah, 1999).

L'obtention des prêts tout comme le rééchelonnement de la dette algérienne, étaient conditionnés par un engagement de l'Algérie dans un programme de stabilisation et d'ajustement structurel, dont les principales mesures selon le rapport du CNES étaient les suivantes (CNES):

- ✓ Ajustement du taux de change par l'entremise d'une dévaluation de 40 %, dès le début des programmes, en vue de soutenir le processus de libéralisation du commerce extérieur.
- ✓ Levée progressive des interdictions qui entravaient les transactions courantes
- ✓ Réduction du déficit du Trésor public.
- ✓ Rationalisation des modalités d'accès au filet social.
- ✓ Poursuite du processus de libération des prix entamé depuis 1989 par la réduction des subventions explicites et implicites (énergie et produits alimentaires).
- ✓ Réduction du rythme de l'expansion monétaire.
- ✓ Ajustement des taux d'intérêt appliqués au refinancement des banques, des taux de réescompte, d'intervention et sur les découverts bancaires

Le lancement du plan d'ajustement structurel en Algérie c'est fait en 1994, bien après ses voisins (le Maroc en 1983 et la Tunisie en 1986), selon les mesures qu'on vient d'évoquer. Ces derniers peuvent être résumés en ce qui suit :

Le PAS consiste à équilibrer le déficit budgétaire et la libéralisation du marché (dans leurs majorités ces mesures concernent l'assouplissement des règles qui organisent le commerce extérieur algérien.). Pour répondre à cela, le PAS projetait de faire passer le déficit budgétaire de 5,9% du PIB en 1993, à 0,3 % en 1994, et le déficit global du Trésor de 8,7 % à 3,3%. L'objectif est de rééquilibrer le budget à travers :

-l'amélioration des ressources qui se fait par l'élargissement de la taxe sur la valeur ajoutée, l'augmentation du rendement fiscal, la lutte contre l'évasion fiscale et le développement des emprunts sur le marché financier, afin d'éviter les financements inflationnistes.

-La baisse des dépenses : pour les dépenses courantes, l'Algérie est appelé à réduire l'indexation totale de la hausse des prix, seule manière d'arrêter de nourrir la spirale salaire/inflation. La standardisation des dépenses publiques passe par la suppression des subventions des prix des produits de première nécessité.

Du coté des exportations, selon le rapport de l'OCDE: «les échanges et l'investissement étranger direct contribuent à l'ajustement par le biais notamment des facteurs suivants : Promotion de la compétitivité et de l'innovation. Amélioration de l'accès aux moyens de production essentiels, qu'il s'agisse des matières premières, des biens d'équipement ou des services. Stimulation des exportations, en élargissant les débouchés commerciaux ou en favorisant les synergies entre pays dotés d'avantages comparatifs dans des domaines différents ».

**I.1.1 L'évolution des exportations dans la période de l'Ajustement structurel :**

**Tableau 1 : L'évolution des exportations algérienne de marchandises par groupe l'utilisation de 1994 à 1998 en millions de dollars**

Libellés	1994	1995	1996	1997	1998
Produits Alimentaires	35	111	136	37	29
Energie et lubrifiants	8606	9730	12595	13210	9664
Produits bruts	23	39	44	40	50
Produits semi fini	207	284	496	387	268
Equipements agricoles	3	4	3	1	1
Équipements industriels	9	18	46	23	22
Biens de consommation	24	74	156	23	19
Total	8907	10260	13476	13723	10054
Exportations d'énergie en % du total	97	95	93	96	96

Source : <http://www.ons.dz>

En général et pour une première appréciation, les résultats du PAS semblent satisfaisants. La croissance des exportations était positive les deux années qui suivent l'application du PAS : 15,19% , 31,34%, elle est stable la troisième année 1,83%, pour qu'elle régresse en 1998 la dernière année de l'application de ce plan -26,73% , est du a la crise asiatique, une des premières destinations des hydrocarbures (le prix du baril passe de 15 à 10\$ entre Janvier et décembre 1998), mais le volume des exportations reste supérieur à celui enregistré pendant la période de la crise.

Cette croissance qui « trouve son origine dans l'évolution des cours internationaux des hydrocarbures dont les flux à l'exportation représentent, en moyenne, 96 % des exportations globales enregistrées au cours de la période 1993-2000 » (ADLI, 2002) . Le tableau nous indique clairement que les exportations hors hydrocarbures restent modestes, malgré la progression du secteur des produits

semi-finis où les exportations ont doublé deux ans de suite entre 1994-1995 et 1995-1996, pour qu'elles baissent après. Le scénario est le même pour les autres catégories.

Le but du PAS, est atteint au niveau des grands équilibres (macro-économique) comme l'affirme (DAHMANI, 1999) «l'équilibre budgétaire est rétabli, 1% en 1996 contre 8,7% en 1993 sur le fond de désendettement du trésor public (+75 milliards DA en 1996 contre -28,2 milliards DA en 1995)».

Comme on vient de l'évoquer ci-dessus, le but de diversifier les exportations n'est pas atteint, car elles dépendent toujours sur les recettes des hydrocarbures. D'un autre côté le PAS n'a pas porté le changement attendu par rapport à la réorganisation de mode de production et de commercialisation industrielle. Cette dernière demeure gérée de la même façon « répondre au besoin du marché intérieur ». Le secteur industriel semble toujours handicapé, la tentative de redynamisation et de réorganisation pour une meilleure utilisation de l'outil productif existant a échoué.

### I.1.2 Les effets du PAS sur la balance commerciale :

Les fondateurs des plans d'ajustement structurel (les pays développés, le FMI et la banque mondiale), font de sorte que la relation sera très forte et homogène entre les échanges et les l'ajustement structurel. En effet, une économie qui s'ouvre sur le monde doit ajuster son fonctionnement aux règles de libre échange, en même temps le PAS considère l'ouverture économique comme un des principaux axes pour redynamiser les économies en développement. Autrement dit « les échanges et le renforcement de la capacité commerciale peuvent aussi faire partie intégrante du processus d'ajustement lui-même » (OCDE, 2005)

Dans cette perspective, nous allons voir les conséquences de l'application du PAS sur la balance commerciale ainsi que le taux d'ouverture de l'économie.

**Tableau 2 : la balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1994 et 1998**

	1994	1995	1996	1997	1998
Exportations	8907	10260	13476	13723	10054
Importations	9693	10789	9098	8687	9820
Balance commerciale	-786	-529	4378	5036	234
Taux d'ouverture	48,58	55,19	53,70	52,24	45,09

Source : <http://www.ons.dz>

Théoriquement ces buts sont atteints, visiblement l'évolution était erratique dans cette période, elle a fait passer la balance commerciale d'une position déficitaire : -786 millions de dollars en 1994 à une autre excédentaire de plus de 5milliards en 1997, pour qu'elle régresse en 1998 (suite à la crise asiatique) mais reste positive en enregistrant 234 millions de dollars.. Le rétablissement des grands équilibres : un déficit budgétaire équilibré, une balance commerciale excédentaire...etc. Ces résultats ont été bien appréciés par les institutions architectes du PAS (le FMI et la Banque Mondiale). Pratiquement cette évolution semble artificielle car elle dépend toujours des recettes des hydrocarbures (96% des exportations), et que grâce à l'augmentation des prix de ces derniers ainsi qu'à l'augmentation des quantités produites de gaz et de pétrole pour répondre à la demande mondiale en croissance, que la balance enregistre cet excédant, le même constat est valable pour le taux d'ouverture, tout comme la balance commerciale. Un premier aperçu nous donnera une impression que le PAS l'a fait progresser, précisément en 1995 quand il est passé de 48,58% à 55,19%. Il décroît dans les trois années qui suivent, pour atteindre 45,09% en 1998 (plus bas qu'il était avant les processus d'ajustement). Cela veut dire qu'il n'était pas question d'une ouverture économique

seulement, mais d'une dépendance intégrale des exportations algériennes des recettes des hydrocarbures. La seule explication de cette baisse (taux de l'ouverture) est la baisse des prix de ces derniers de 24,3 dollars en début d'année 1997 à 17,8 dollars le baril au mois de décembre.

## **I.2. Le plan de la relance Économique « PRE » 1999-2005 :**

Le PAS appliqué en Algérie a porté des résultats sur le plan macro-économique, mais ceci n'a pas été suffisant pour enclencher un vrai démarrage de l'économie nationale freiné dans son élan par la charge de la dette (28.3 milliards de dollars). De même que les secteurs hors hydrocarbure restent incapables de s'insérer dans une politique d'ouverture. Dans ces conditions, l'Algérie s'est trouvée obligée de faire d'autres concessions à ses principes elle adopte des réformes libérales dites « réformes de nouvelle génération » et pour mieux consolider les réalisations du PAS l'Algérie s'engage pour :

- ✓ L'ouverture de son économie sur le marché international, diversifier ses exportations dominées par les hydrocarbures. L'Algérie s'engage dans des négociations pour l'adhésion à l'OMC.
- ✓ La mise à niveau des entreprises publiques et des sociétés nationales pour attirer plus d'investissements qui restent faibles en dehors des hydrocarbures.
- ✓ La privatisation partielle du secteur public, une liste de 300 entreprises et sociétés nationales privatisées (vente directe, partenariat...).
- ✓ La réforme du fonctionnement du système bancaire, l'autorisation de création des banques privées et la modernisation des finances publiques.
- ✓ La mise en œuvre d'un projet de développement agricole PNDA (Bessaoud, 2006) (plan national de développement agricole), ainsi qu'une politique de développement environnementale.

Sur le plan du commerce extérieur, l'Algérie s'engage pour la libéralisation des échanges. Sous réserve que l'Algérie pourra prendre des mesures protectionnistes sévères en cas d'un risque de détérioration des paiements extérieurs.

Ces mesures entrent dans le même cadre des objectifs tracés par l'ajustement structurel qui vise l'ouverture économique. Les moyens sont là, notamment les ressources financières consolidés par la rente pétrolière. Le moment est venu pour relancer les autres secteurs (hors hydrocarbures) et d'exploiter un tissu industriel qui tourne au-dessous de ses capacités. Un

budget de 7 milliards de dollars pour la période 1999-2004 dans le cadre du « programme du soutien à la relance économique », un deuxième « programme complémentaire de soutien à la croissance économique » (PSCRE) d'une enveloppe de 55 milliards entre 2005 et 2009 (OMD, 2005).

Le but est de diversifier les exportations et la nature de production, afin d'intégrer l'environnement international dans ses trois dimensions : économique, financière et technologique encadré par la division internationale du travail, qui est en évolution permanente. C'est l'occasion aussi pour voir les résultats du PAS qui envisageait la diversification des exportations et l'encouragement de la production dans lequel des sommes importantes ont été déployé pour l'importation des équipements industriels destinés à la production (un élément évoqué dans la partie des importations algériennes dans la période du PAS).

### **I.2.1 Le volume des exportations des marchandises par grandes catégories de produits 1999-2005 :**

Le discours sur cette période s'est concentré sur la diversification des exportations. Un objectif qui n'est pas atteint jusqu'ici et qui est justifié par l'insuffisance de financement. Les moyens sont là, comme on l'a vu avant, l'économie produit un surplus dans le secteur des hydrocarbures à exploiter dans d'autres secteurs.

Pour encourager ces derniers, des mesures d'encadrement du commerce extérieur sont prises, afin de préserver des secteurs stratégiques de la production nationale ainsi que les postes d'emplois.

**Tableau 3 : Les exportations algériennes par branche entre 1999 et 2005 (Valeurs en millions \$)**

Libellés	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<b>Produits Alimentaires</b>	26	30	28	35	48	59	67
<b>Énergie et lubrifiants</b>	12041	21070	18484	18091	23939	31302	45094
<b>Produits bruts</b>	44	42	37	51	50	90	134
<b>Demi-produits</b>	345	477	504	551	509	571	651
<b>Équipements agricoles</b>	27	12	22	20	1	0	-
<b>Equipements industriels</b>	42	47	45	50	30	47	36
<b>Biens de consommation</b>	18	15	12	27	35	14	19
<b>Total</b>	12542	21692	19132	18825	24612	32083	46001
<b>Exportations d'énergie en % du total</b>	96%	97%	96,6%	96,1%	97,2%	97,5%	98%

Source : <http://www.ons.dz>

Les exportations ont retrouvé leurs croissances 12,54 milliards de \$ en 1999 et 21,69 M\$ en 2000, suite logique à l'augmentation des prix du pétrole passant de 12,71\$ à 17,88 et 28,39 respectivement dans cette période, ainsi qu'à l'augmentation de la part de production algérienne dans l'OPEP. Les résultats demeurent les mêmes pour les quatre premières années, l'Algérie dépend toujours des recettes d'Hydrocarbures. Ces derniers régressent légèrement en 2001 et 2002 suite à la baisse des prix à 23,33\$, mais elles comptent toujours aux alentours de 96% du total des exportations. L'augmentation des exportations des équipements sont remarquables malgré que, leurs parts restent négligeables dans le total (0,5%). Elles passent dans le secteur des équipements agricoles de 1 million de dollars en 1998 à 27 millions en 1999. Aussi pour les équipements industriels qui se sont doublés en un an pour atteindre 42 millions de dollars. Ces secteurs ont gagné du terrain grâce aux conventions signées entre l'Algérie et l'Irak pour la fourniture des équipements dans le cadre d'un programme mis en place par l'ONU. Cette évolution sera consolidée jusqu'à 2002, une chute brutale des exportations dans ces deux secteurs en 2003, elles retournent au niveau qu'elles enregistraient en 1998.

Cette baisse due à l'occupation de l'Irak par les États-Unis et le Royaume-Unis qui a mis fin à ces contrats. Pour la même cause les prix du pétrole s'envolent, ce qui a fait augmenter les recettes algériennes des hydrocarbures, et a franchit la barre de 98% du total des exportations en 2005.

### **I.2.2 Les effets du PRE sur la balance commerciale :**

Dans cette perspective le monopole qu'exerçait l'État dans le commerce extérieur n'a plus lieu, la preuve qu'en 1999 les engagements des importations du secteur privé ont enregistré 59,7% du total des engagements. Les opérateurs locaux comme étrangers accèdent librement au commerce extérieur

algérien.

**Tableau 4 : La balance commerciale et le taux d'ouverture économique entre 1999 et 2005**

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Exportation (millions de \$)	12542	21692	19132	18825	24612	32083	46001
Importation (millions de \$)	9730	9962	9940	12009	13534	18308	20357
Balance commerciale (millions de \$)	2812	11730	9192	6816	11078	13775	25644
Taux d'ouverture	50,49 %	62,53%	57,85 %	60,47 %	62,14 %	65,72 %	71,1%
Prix moyen du pétrole en \$	17,88	28,39	23,33	24,98	28,9		54,33

Source : <http://www.ons.dz>

La balance commerciale reste positive pour la septième année, l'excédent commercial enregistré pour l'année 2005 est de 25,64 milliards de dollars, un record qu'on ne pouvait pas imaginer en 1998 où l'excédent était de 234 millions de dollars. L'Algérie consolide sa position extérieure, les exportations comme les importations sont doublées dans quatre ans, cet excédent issu de l'importante hausse des exportations, et en grande partie de la flambée des prix de pétrole (54,33\$) a permis d'enregistrer une augmentation de 43% des recettes par rapport à la même période en 2004. Les exportations hors hydrocarbures restent négligeables avec 1,97% du volume global des exportations.

Il en résulte une situation confortable par rapport au taux de couverture des importations par les exportations ; 226 % en 2005 contre 175 % pour l'année 2004. Dans ces perspectives, la croissance du PIB reste toujours très favorable, une moyenne de 5,5% sur cinq ans consécutifs, le PIB passe de 47 milliards\$ en 1999 à 113,6 en 2005. Malgré ces indicateurs très favorables, l'économie algérienne est loin d'atteindre ses objectifs, qui consistent à diversifier les recettes, elle demeure une économie de rente.

### **I.3. Le Programme de développement quinquennal 2010-2014 :**

Le programme d'investissements publics retenu pour la période allant de 2010 à 2014 implique des engagements financiers de l'ordre de 21.214 milliards DA (l'équivalent de 286 milliards de dollars) et concerne deux volets à savoir :

- ✓ Le parachèvement des grands projets déjà entamés, notamment dans les secteurs du rail, des routes et de l'eau.
- ✓ et l'engagement de nouveaux projets : Le programme 2010-2014 réserve plus de 40% de ses ressources à l'amélioration du développement humain, réserve aussi près de 40% de ses ressources à la poursuite du développement des infrastructures de base et à l'amélioration du secteur public, Le développement industriel, développement agricole, soutenir la création de micro entreprises et financer les dispositifs d'emploi d'attente, encourager l'investissement déjà en place, mobilisant également, à leurs côtés, les partenaires étrangers qui souhaitent bénéficier du marché local et des contrats liés au programme public d'investissements.

L'Algérie envisage le renouvellement de l'appareil productif et des outils de production, en profitant de ce volet. Cette mise à jour permettra aux entreprises locales de résister à la concurrence qui sera



très forte une fois que les processus sont achevés. A fin de redynamiser les flux d'investissement l'entrée en vigueur de la zone de libre échange à l'horizon de 2017, va encourager les investisseurs à s'installer en Algérie.

### I.3.1 L'évolution du commerce extérieure au cours de la période considérée 2010/2014 :

**Tableau 5 : Evolution de certains indicateurs du secteur extérieur de 2010 à 2014 (en millions de \$US)**

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Produits Alimentaires</b>	315	355	315	402	323
<b>Énergie et lubrifiants</b>	55527	71427	69804	62960	60304
<b>Produits bruts</b>	94	161	168	109	109
<b>Demi-produits</b>	1056	1461	1527	1458	2121
<b>Équipements agricoles</b>	1	-	1	-	2
<b>Équipements industriels</b>	30	35	32	28	16
<b>Biens de consommation</b>	30	15	19	17	11
<b>Total</b>	57053	73489	71866	64974	62886

Source : <http://www.ons.dz>

Les données dans ce tableau montrent que les exportations des hydrocarbures ont représenté l'essentiel de nos ventes à l'étranger durant l'année 2010 avec une part de 97,33% du volume global des exportations, et une hausse de près de 26% par rapport à l'année 2009.

Les exportations hors hydrocarbures, qui demeurent toujours marginales, avec seulement 2,67% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,53 milliard de Dollars US, enregistrent une augmentation de l'ordre de 43% par rapport à l'année 2009.

Les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement des produits semi fini qui représentent une part de 1,85% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,06 milliard de Dollars US, des biens alimentaires avec une part de 0,55% soit 315 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,16% soit en valeur absolue 94 millions de Dollars US et enfin des biens de consommations non alimentaires et des biens d'équipements industriels avec une part identique de 0,05 %.

Les ventes du secteur énergétique représentent encore plus durant l'année 2011 avec une part de 97,19% du volume global des exportations, et une hausse de 28,63% par rapport à l'année 2010.

Les exportations hors hydrocarbures, qui restent toujours marginales, avec seulement 2,81% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,06 milliards de Dollars US, ont enregistré une augmentation de l'ordre de 35,12% par rapport à l'année 2010.

Les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement par des produits semi fini qui représentent une part de 2,04% du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,49 milliard de Dollars US, des biens alimentaires avec une part de 0,48% , soit 355 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,22%, soit en valeur absolue de 161 millions de Dollars US et enfin des biens d'équipements industriels et des biens de consommation

non alimentaires avec les parts respectives de 0,05 % et 0,02 %.

Tandis que les exportations hors hydrocarbures, demeurent toujours marginales l'année 2013, avec seulement 4,5% du volume global des exportations soit l'équivalent de 265 millions de dollars US. Les principaux « produits hors hydrocarbures » exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « produits semi fini » qui représente une part de 3,58% du volume global des exportations soit l'équivalent de 211 millions de dollars US, suivi par le groupe « biens alimentaires » avec une part de 0,75% soit 44 millions de dollars US, par les « produits bruts » avec une part de 0,14% et enfin par les « biens d'équipements industriels » et les « biens de consommation non alimentaires » avec une part identique de 0,02%.

Nos exportations à l'étranger durant l'année 2014 avec une part de 95,54% du volume global des exportations, et une diminution de 4,47% par rapport à l'année 2013. les exportations hors hydrocarbures, qui restent toujours marginales, avec seulement 4,46% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,81 milliards de Dollars US, ont enregistré une augmentation de 39,52% par rapport à l'année 2013.

les groupes de produits exportés en dehors des hydrocarbures sont constitués essentiellement par des produits semi fini qui représentent une part de 3,73% du volume global des exportations soit l'équivalent de 2,35 milliards de Dollars US, des biens alimentaires avec une part de 0,51%, soit 323 millions de Dollars US, des produits bruts avec une part de 0,18%, soit en valeur absolue de 110 millions de Dollars US et enfin des biens d'équipements industriels et des biens de consommation non alimentaires avec la part identique de 0,02 %.

**Tableau 6: La balance commerciale entre 2010 et 2014**

<b>VALEUR EN MILLIONS USD</b>	2010	2011	2012	2013	2014
<b>EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES</b>	1526	2062	2062	2165	2810
<b>EXPORTATIONS HYDROCARBURES</b>	55527	71427	69804	63752	60146
<b>TOTAL DES EXPORTATIONS</b>	57053	73489	71866	64974	62956
<b>IMPORTATIONS</b>	40473	47247	47490	55028	58330
<b>BALANCE COMMERCIALE</b>	16580	26242	24376	9946	4626

Source : <http://www.ons.dz>

L'Algérie est une économie ouverte, où le commerce extérieur représente près de trois quarts du PIB. Structurellement excédentaire, la balance commerciale algérienne a vu son excédent diminuer fortement en 2013. En un an, cet excédent est passé de 21,5 milliards de dollars à 11 milliards de dollars. En cause, une baisse notable des exportations et une hausse concomitante des importations. Les exportations d'hydrocarbures ont continué de représenter la quasi-totalité des exportations mais ont baissé du fait du déclin des réserves et de l'essor de la demande intérieure. La hausse des importations s'explique par l'augmentation du coût des produits importés. Les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie sont l'Union Européenne, les pays de l'ALENA et la Chine. L'Algérie importe essentiellement des biens d'équipement, des produits alimentaires et des biens de consommation; et exporte presque exclusivement du pétrole, du gaz et des produits dérivés.

Les résultats globaux en matière des réalisations du commerce extérieur de l'Algérie pour l'année 2010 ont enregistré un excédent de la balance commerciale de 16,58 milliards de dollars US, contre 5,9 milliards de dollars US en 2009, qui s'explique essentiellement par la hausse des exportations

26,24%. En effet, cette tendance à la hausse plus rapide pour les exportations s'est répercutée sur le taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 115% en 2009 à 141% durant l'année 2010. Le commerce extérieur Algérien a enregistré au cours de l'année 2011 :

- ✓ Un volume des importations de 47,25 milliards de dollars US, soit une augmentation de 16,74% par rapport aux résultats de l'année 2010.
- ✓ Un volume global des exportations de 73,49 milliards de dollars US, en augmentation de 28,81% par rapport aux résultats de l'année 2010.

Cette tendance à la hausse plus importante pour les exportations s'est répercutée sur l'excédent de la balance commerciale qui est passé de 16,58 milliards de dollars US en 2010 à plus de 26 milliards de dollars US durant l'année 2011. Soit une hausse de l'ordre de 58,27%. Ces résultats dégagent un taux de couverture des importations par les exportations de 156% en 2011 contre 141% en 2010.

Le commerce extérieur a enregistré au cours de l'année 2013 :

- ✓ Un volume global des importations de 4,51 milliards de dollars US soit une augmentation de 3,54% par rapport aux résultats du mois de mai 2012.
- ✓ Un volume global des exportations de 5,89 milliards de dollars US, en diminution de 6,47% par rapport aux réalisations du mois de mai 2012.

Cela s'est traduit par un excédent de la balance commerciale de près de 1,38 milliard de dollars US. D'où un taux de couverture des importations par les exportations de 131% pour le mois de mai 2013.

Les résultats globaux obtenus en matière des réalisations des échanges extérieurs de l'Algérie pour la période de l'année 2014 font ressortir un excédent de la balance commerciale de 4,3 milliards de dollars US, soit une diminution de 56,7% par rapport à celui enregistré durant l'année 2013. Cette tendance s'explique simultanément par une hausse des importations et une baisse des exportations enregistrées durant la période sus - citée.

En termes de couverture des importations par les exportations, les résultats en question, dégagent un taux de 107% en 2014 contre 118% enregistré en 2013.

## **II. Les tendances des investissements directs étrangers en Algérie :**

La convertibilité courante du dinar, la garantie de transfert des bénéfices et du produit de la cession éventuelle d'actifs résultant d'investissements étrangers ainsi que la politique de stabilité du taux de change effectif réel, contribuent à promouvoir un environnement favorable aux investissements étrangers. Conformément aux dispositions de la loi relative à la garantie de transfert des bénéfices et du produit de la cession éventuelle d'actifs résultant d'investissements étrangers, un règlement édicté par le Conseil de la Monnaie et du Crédit en 2005 définit les règles et pratiques devant être suivies par les banques et les établissements financiers en la matière.

Depuis les années quatre-vingt dix, l'Algérie a montré sa volonté d'attirer des flux d'IDE, ceci c'est affirmé dans les différentes lois, relatives à l'investissement. En effet, les ressources naturelles dont dispose le pays additionnées à de nombreux avantages comparatifs, tels que la proximité de l'Europe, l'infrastructure, la disponibilité de la main d'œuvre (jeune), la francophonie et les avantages fiscaux, sont des déterminants favorables. Le processus de transition d'un système centralisé à une économie de marché a imposé au gouvernement algérien, dès le début de 1994, une politique de réformes structurelles, qui a permis le rétablissement des équilibres macro-économiques et la libéralisation de l'économie. La privatisation des entreprises publiques et l'ouverture aux IDE ont constitué deux axes importants dans la politique économique suivie par l'Algérie depuis le début des années 2000. Certes, l'Algérie a connu ces dernières années un flux d'IDE important par rapport aux années 1990, mais

qui restent néanmoins insuffisants par rapport au potentiel du pays.

## II.1 L'évolution des investissements directs étrangers en Algérie :

(Bouyacoub, 2007) analyse les flux d'IDE reçus en Algérie, en mettant en exergue l'existence de trois grandes périodes d'après le mouvement des flux :

- ✓ La période 1973-1979, qui a connu l'ouverture de secteur des hydrocarbures aux capitaux étrangers en 1971, notamment dans les branches du pétrole, du gaz naturel, du raffinage, de la production et de l'exploration.
- ✓ La période 1980-1995, qui a connu une absence quasi-totale des IDE. Cependant, les investissements dans le secteur des hydrocarbures ont continué à intervenir
- ✓ La période après 1996, qui commence avec la nouvelle législation sur la privatisation des entreprises publiques (1995) et le cadre institutionnel d'appui plus approprié, d'après le nouveau code des investissements de 1993, amendé en 2001 et en 2006. Il s'agit d'une période qui a connu un développement relativement important des flux d'IDE.

## II.2 Evolution des investissements directs étrangers après les réformes structurelles :

L'Algérie n'a cessé d'attirer des flux d'IDE depuis l'année 2000. Depuis, le montant des IDE annuels est resté supérieur à 600 millions de dollars. L'Algérie en 2001 et 2002 s'est classé respectivement quatrième et troisième pays hôte d'IDE en Afrique et premier pays du Maghreb en 2002. Cette performance remarquable est due essentiellement à la réalisation de certains investissements stratégiques (hydrocarbures, licence GSM et sidérurgie). En 2003, "Algérie est classée 74ème au niveau mondial, derrière la Tunisie 38ème, l'Egypte 58ème et le Maroc 61ème. En 2004, l'Algérie enregistre la première place de Maghreb en attirant 882 millions de dollars, contre 853 millions de dollars en Tunisie et 639 millions de dollars au Maroc (Bouyacoub, 2007).

Malgré une évolution rapide, les stocks d'IDE restent relativement modestes en Algérie. Ils sont passés de 1561 millions de dollars en 1990 à 3647 millions en 2000 pour atteindre 7428 millions en 2004. L'Algérie reste à la dernière position en matière de stock d'IDE dans le Maghreb. Le stock d'IDE enregistré en Algérie représente 41,3% de celui de la Tunisie et

35,4% de celui de l'Egypte qui a toujours occupé la première place dans ce domaine depuis 1990

Sous l'angle des entrées de capitaux, l'année 2006 s'est particulièrement caractérisée par une forte expansion des investissements directs étrangers qui ont atteint 1,79 milliard de dollars, y compris les crédits entre entreprises apparentées, correspondant à une croissance de 66 %. L'analyse de la structure des investissements directs étrangers en 2006 fait apparaître un phénomène nouveau, à savoir que la part relative de ces investissements dans les secteurs hors hydrocarbures (53,02 %) dépasse celle du secteur des hydrocarbures (46,97 %). L'expansion des investissements directs étrangers est soutenue depuis 2004, leur montant de l'année 2006 constitue le triple du montant enregistré (634 millions de dollars) au cours de l'année 2003. Il est utile de rappeler que les entrées de capitaux au titre des investissements directs étrangers sont passées de 291,7 millions de dollars en 1999 à 1196,5 millions de dollars en 2001. L'important élan des investissements directs étrangers observé au cours de l'année 2006 indique l'attractivité certaine du marché algérien pour les investisseurs étrangers. En 2007, les opérateurs étrangers ont investi plus de 5,3 milliards d'euros.

Après la nette diminution de 2012, les IDE entrants ont augmenté en 2013, sans atteindre le niveau de 2011. Les autorités tentent d'améliorer le climat des affaires, qui reste perfectible. Ainsi, l'Algérie a été classée 156 ème sur 190 pays dans le classement Doing Business 2016 de a Banque mondiale,

le pays reculant de sept places par rapport à 2014 et de trois place par rapport a 2015. Un important gisement pétrolier découvert en 2013 devrait attirer de nouveaux investisseurs. Le développement des gisements d'hydrocarbures restants nécessitera des afflux d'IDE conséquents dans les années prochaines. En outre, la construction d'un complexe sidérurgique a commencé début 2015, le Qatar possédant 49% du capital du projet estimé à 2 milliards EUR.

La série de mesures protectionnistes prise par le gouvernement algérien, de même que la corruption, les lourdeurs bureaucratiques, la faiblesse du secteur financier et l'insécurité juridique relative aux droits de propriété intellectuelle sont des freins à l'investissement. Officiellement, le gouvernement demeure cependant engagé dans la libéralisation économique et recherche les investissements étrangers dans des secteurs tels que les infrastructures, les télécommunications, l'énergie et l'eau.

### II.3 Nature des IDE en Algérie :

Le réseau ANIMA (2006) déclare que les années 2004 et 2005, ont été caractérisées par l'implantation de méga projets. Aussi, l'année 2005 a été caractérisée par plus de création et d'extensions. L'Algérie a reçu plus de partenariat et joint venture en 2003 et plus de filiale et succursale en 2006

<b><u>Taille des projets IDE</u></b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Moins de 50M€	2	19	29	25
Entre 50 et 100M€	2	3	2	10
Entre 100 et 500M€	4	4	11	7
Méga-projet	1	2	2	1
<b><u>Type de projet</u></b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Partenariat, joint-venture		12	5	14
Création	8	11	17	10
Prise de participation		1	12	8
Privatisation et concession	1			4
Filiale, succursale		1	2	4
Extension		3	8	3
<b><u>Montant moyen M€</u></b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Partenariat, joint-venture		286	53	43
Création	281	115	54	48
Prise de participation		20	53	78
Privatisation et concession	23			75
Filiale, succursale		608	3	29
Extension		12	211	81

Source : ANIMA-PIPO 2006

Selon l'ANDI, les projets inscrits pour 2007 sont par ailleurs reportés sur les deux années à venir. Ces projets se répartissent sur le secteur de la grande promotion immobilière, le Tourisme, les centres d'affaires, les médicaments, la production d'électricité et de l'acier, la production de fertilisants et l'aluminium.

De nouvelles procédures ont été approuvées en matière de gestion et d'exploitation des biens domaniaux, de sorte à mobiliser toutes les capacités disponibles et à valoriser toutes les dépendances du domaine public. Ces nouvelles procédures permettront, certainement, de régler le problème du foncier auquel sont confrontés la majorité des investisseurs. Selon l'ANDI, les investisseurs déplorent le manque de cohérence et de transparence dans la diffusion et la circulation de l'information économique. Mais, toutes ces contraintes ne les découragent nullement. Ils identifient par ailleurs le

problème de l'accès au crédit d'investissement, comme étant un frein à leur financement. Les institutions financières en Algérie se sont spécialisées dans les crédits à la consommation et ont négligé les crédits à l'investissement.

Finalement, le décalage entre les intentions d'investissements déclarées par l'ANDI et les investissements effectifs par le biais de la balance des paiements de la CNUCED interpelle réellement. Un montant de 5457 Millions d'US\$ déclaré par la CNUCED pour la période 2002-2006, est en décalage avec les intentions d'investissements étrangers recensés par l'ANDI pour la même période avec un montant total qui s'élève à 601845 Millions de DA. D'une manière effective, l'ANDI recense les intentions d'investissements déposées auprès de ses services pour bénéficier des avantages. Mais la question qui se pose est de savoir si les intentions aboutissent vraiment à un investissement effectif ou alors restent-elles juste au stade d'intentions ?

Une intention émise par l'investisseur qui se solde par un abandon, attire l'attention du fait que le pays a déjà été sélectionné parmi d'autres pays d'accueils recevables, qui présentaient les mêmes avantages à priori. Mais si les négociations s'arrêtent, les raisons restent à identifier. Soit, l'investisseur a changé de destination, soit la stratégie de la firme a changé. Les raisons peuvent être tout autres. C'est précisément le premier cas qui nous intéresse car une possible explication peut se faire par la prise en compte de la qualité des institutions. Les investigateurs se rendent compte d'une mauvaise qualité des institutions une fois sur place, même si les indicateurs proposés actuellement par des organismes spécialisés, donnent au préalable un certain nombre d'informations

## Conclusion

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que la reprise économique est due à une amélioration du contexte macro économique liée directement à l'accroissement des prix des hydrocarbures à partir du second trimestre 1999 le pays passant d'une situation de déficit de ressources financières (1986-1996) à une situation d'excédents, de nouvelles marges de manœuvre s'offrent aux dirigeants. Ceux-ci vont mettre en œuvre un ambitieux Programme économique tiré par les dépenses publiques. Cet état aide l'Algérie à s'engager pour la mise à niveau des entreprises publiques et des sociétés nationales pour attirer plus d'investissements directs étrangers (qui restent faibles en dehors des hydrocarbures)

L'Algérie, un pays bien dotés en termes des ressources naturelles, qui explique la concentration des IDE dans le secteur des hydrocarbures. Par ailleurs, la croissance est le signe attendu mais elle est faiblement significative, Ceci, stipule que l'Algérie a besoin de s'ouvrir davantage sur le monde externe et de mettre en place plus de réformes économiques pour améliorer leurs croissances économiques et leurs attractivités vis-à-vis des investisseurs étrangers.

Cette politique de mono exportation est périlleuse, à partir de 2015, le pays est confronté à une forte chute de ses revenus pétroliers (- 43,71 %) aggravant fortement une balance commerciale déjà déficitaire. Le déficit de la balance des paiements atteint des niveaux record. L'Algérie rencontre des difficultés actuellement pour payer les salaires de ses fonctionnaires et maintenir ses importations suite à cela une politique d'austérité massive est lancée.

L'objet de notre article était d'analyser les relations existant entre l'adoption des politiques d'ouverture et le développement économique. Cet article a distingué les effets de l'ouverture économique à travers les investissements directs étrangers. Les deux variables ont des effets différents sur divers aspects du développement économique : elles sont positivement corrélées avec la croissance économique

L'ouverture économique notamment les IDE en général sont globalement favorables au développement à long terme, mais la relation est généralement indirecte et nécessite un certain temps

d'ajustement et d'adaptation

## I. Bibliographie

- ADLI, Z. (2002). *le processus des réformes économiques en Algérie* . Thèse de Doctorat, université d'Alger.
- Benabdellah, Y. (1999). la réforme économique en Algérie : entre rente et production. *monde arabe, maghreb, numéro 166* , p. 27.
- Bessaoud, O. (2006). La stratégie de développement rural en Algérie. *Option méditerranéenne* , p. 79.
- Bouyacoub, A. (2007). le mouvement des capitaux en Algérie et principalement la question des IDE. *LAREGE* .
- CNES. *rapport préliminaire sur les effets économiques et sociaux du programme d'ajustement structurel*. bulletin officiel N° 6.
- DAHMANI, A. .. (1999). *L'Algérie à l'épreuve , économie politique des réformes 1980-1997*. Paris: Harmattan.
- OCDE. (2005). *les échanges et l'ajustement structurel*. Rapport N° 83114.
- OMD, r. s. (2005). *rapport sur les OMD*. gouvernement algerien.
- <http://www.ons.dz>